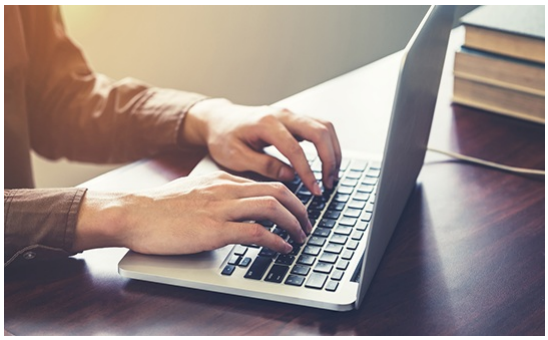
laTrompette



ISTOCK.COM/TORTOON

L'Allemagne autorise l'utilisation du 'Troyen de l'État' pour la surveillance numérique

La surveillance de l'État sert souvent de baromètre pour les tendances dictatoriales.

- Josue Michels
- 03/11/2021

Les Allemands du siècle dernier connaissaient bien la surveillance de l'État. L'Allemagne nazie était tristement célèbre pour ses méthodes de surveillance. Après la fin de la Seconde Guerre mondiale, les Allemands sous occupation soviétique devaient également être attentifs à la surveillance de l'État.

Une telle surveillance par le gouvernement pourrait bientôt redevenir une réalité.

La Bundestag a accordé à tous les services de renseignement fédéraux et d'État, et à la Police fédérale, des pouvoirs très étendus pour surveiller les communications numériques et cryptées. L'amendement concernant le soi-disant « Troyen de l'État », un logiciel malveillant parrainé par l'État, a été adopté le 10 juin.

Le logiciel malveillant est conçu pour rester en veille sur les appareils jusqu'à ce qu'il soit nécessaire de recueillir des données. Le cheval de Troie légendaire dont le logiciel malveillant tire son nom est connu pour avoir amené la victoire des Grecs sur Troie. La ville assiégée de Troie permit à un cheval de bois, présenté comme cadeau d'apaisement, d'entrer à travers leurs murs. À leur insu, le ventre creux du cheval de bois était rempli de guerriers grecs.

De même, un virus, semblable au cheval de Troie, est invité dans un ordinateur avant d'abuser de cet accès.

Depuis 2017, les logiciels malveillants troyens ont été utilisés par les enquêteurs de la police locale. Les cibles sont trompées en téléchargeant le logiciel malveillant dans leurs téléphones. Les enquêteurs peuvent alors accéder à des messageries, telles que *WhatsApp*, pour intercepter des communications avant qu'elles ne soient cryptées sur leurs appareils. Avant 2017, seul le Bureau fédéral des affaires criminelles avait le pouvoir d'employer cette méthode d'espionnage. La nouvelle législation permet à la police fédérale et aux 19 services de renseignement fédéraux et d'État de pirater les appareils des suspects.

Une des responsabilités de la police fédérale est de protéger les organes constitutionnels fédéraux, tandis que les forces de police régulières servent leurs États respectifs. La tâche des services de renseignement est de recueillir et d'évaluer les informations. Si du contenu suspect est découvert, les services de renseignement en informent la police. La division de pouvoir entre les deux est conçue pour empêcher l'émergence d'une police toute puissante qui pourrait menacer et réprimer les citoyens. Mais petit à petit, la police se voit accorder de plus en plus de pouvoirs de surveillance.

Les forces de sécurité utiliseront les nouvelles mesures « pour éviter une menace urgente à l'existence ou à la sécurité du gouvernement fédéral ou d'un État, ou à la vie, à l'intégrité physique ou à la liberté d'une personne ou d'un bien de valeur importante, dont la préservation est dans l'intérêt du public. » Cela signifie que la police fédérale peut surveiller les communications des personnes de manière préventive, même si elles n'ont pas commis de crime.

La mesure peut être mise en œuvre même « si d'autres personnes sont inévitablement touchées ». Autrement dit, ces personnes en contact avec des suspects peuvent aussi être surveillées—même si elles n'ont rien fait de mal elles-mêmes. « L'État constitutionnel doit se défendre de manière appropriée et décisive lorsque son centre est attaqué », a déclaré un membre du Bundestag, Michael Brand.

Le projet de loi élargit également l'échange d'informations entre le Service militaire de contre-espionnage et les autorités constitutionnelles de protection. En raison de l'histoire de l'Allemagne, sa branche militaire et ses forces de police sont restées séparées. Mais au fil des années, la coopération entre les deux s'est accrue. Cette coopération serait utilisée pour identifier les extrémistes dans l'armée, mais pourrait facilement être utilisée à d'autres fins.

Konstantin Kuhle, un député des Démocrates libres du Bundestag, a averti sur Twitter que : « L'introduction du Troyen de l'État à la police fédérale et au Bureau pour la protection de la Constitution est une attaque générale contre les droits civils et la sécurité informatique. » Les dispositifs technologiques détiennent les clés de divers domaines de la vie privée d'une personne. Alors que de plus en plus de services de sécurité sont dotés de ces pouvoirs de surveillances, la vie privée de plus en plus de personnes est menacée.

La coprésidente du Parti social-démocrate Saskia Esken a prévenu sur Twitter : « Je demeure convaincue que la décision d'utiliser des Troyens de l'État est mauvaise, en particulier entre les mains des agences de renseignement. Cette forme de surveillance constitue une atteinte fondamentale à nos libertés civiles et, en outre, un risque pour la sécurité de notre économie. »

Le 7 mars, *Spiegel Online* notait :

> Cette semaine, un document confirmé comme authentique est entré dans le domaine public, une liste de souhaits du ministère du [ministre de l'Intérieur Horst] Seehofer, sur l'amendement de la loi sur les télécommunications (TKG). Une fois de plus, il contient une demande que les gens de Seehofer doivent avoir copiée de la Chine ou de la Biélorussie : « Les services de télécommunications devraient être tenus de collecter et de vérifier les éléments d'identification et de les mettre à la disposition des autorités de sécurité dans des cas individuels. »

Dans l'amendement à la Loi sur la protection de la Constitution, cette demande n'a pas été acceptée, en particulier par l'industrie.

« Le gouvernement fédéral voulait en fait obliger les fournisseurs, les opérateurs d'applications, les services de courrier électronique et d'autres fournisseurs de télécommunications à aider les services de renseignement à distribuer des Troyens de l'État », a écrit *Spiegel Online* le 10 juin. « De la loi actuellement adoptée, seuls les fournisseurs d'accès à Internet sont affectés, en particulier (mais pas seulement) 'en aidant à rediriger les télécommunications' vers l'autorité compétente. Selon la note explicative de la loi, la suppression des cryptages ne fait explicitement pas partie des obligations des entreprises. »

Étape par étape, les autorités allemandes chargées de la sécurité cherchent à obtenir plus de contrôle et cherchent même à coopérer avec des entreprises indépendantes pour étendre leurs pouvoirs. Si ces mesures étaient prises pour empêcher une future attaque terroriste, ce ne serait pas inquiétant. Mais qui sait ce que l'État peut considérer comme une menace dans quelques années. Durant la pandémie de la COVID-19, ceux qui contestaient les politiques de l'État ont été considérés comme des ennemis de l'État ; certains ont même été placés sous surveillance. Qu'est-ce qui empêchera le gouvernement de surveiller les futurs détracteurs ?

Beaucoup ne veulent pas considérer que l'histoire en Allemagne se répète. Pourtant c'est exactement ce que nous voyons se produire.

Eddie Jaku, un survivant de l'Holocauste, a vécut personnellement ce que c'est que d'être persécuté par les forces de police allemande. Bien qu'il ait fuit d'abord en Belgique et en France, incapable d'échapper au bras long des services de sécurité allemands, il a finalement été emmené à Auschwitz. Dans ses mémoires, il nota : « Otto von Bismarck, le premier chancelier de l'Allemagne unifiée, a un jour averti le monde de faire attention au peuple allemand. Avec un bon dirigeant, ils étaient la plus grande nation sur Terre. Avec un mauvais dirigeant, ils étaient des monstres. »

Que se passera-t-il lorsqu'un « mauvais dirigeant » reprendra le contrôle de l'État allemand et de son appareil de sécurité ?

La Bible révèle qu'un quatrième Reich se lèvera. Il sera beaucoup plus redoutable que l'empire d'Adolf Hitler. En plus d'utiliser la technologie moderne, il sera inspiré par le diable. Apocalypse 13 prophétise une dernière résurrection du Saint Empire romain. « Et ils adorèrent le dragon, parce qu'il avait donné l'autorité à la bête ; ils adorèrent la bête, en disant : qui est semblable à la bête, et qui peut combattre contre elle ? » (verset 4). Cette puissance bestiale à venir aura une force incroyable.

Un régime plus effrayant que l'empire nazi est en pleine ascension. La Bible révèle que cette dernière résurrection de cet empire maléfique sera si terrible que Dieu Lui-même devra intervenir pour sauver l'humanité (Matthieu 24 : 22). Cet empire aura un contrôle absolu sur chaque citoyen. Demandez votre exemplaire gratuit de « *Qui est, ou qu'est-ce que, la bête prophétique ?* », par Herbert W. Armstrong, pour apprendre ce qui attend l'Allemagne d'aujourd'hui et notre monde.

Téléchargez, ou commandez votre copie gratuite de

Qui est, ou qu'est-ce que, la bête prophétique

maintenant en cliquant ic